



PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

**SECRETARIAT GENERAL AUX
ARRAIRES DEPARTEMENTALES**
Bureau de l'urbanisme et de l'environnement
ICPE/CARGILL émissions COV

*installation classée pour
la protection de l'environnement*

*Société CARGILL à Grasse
arrêté complémentaire - maîtrise des émissions de COV -*

le préfet des Alpes-Maritimes
officier de la Légion d'honneur
officier de l'Ordre national du Mérite

n° 13106

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre I, notamment son article R. 512-31 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°11986 du 7 décembre 2000, autorisant la société SKW BIOSYSTEMS SAS à exploiter une unité de fabrication d'arômes alimentaires située quartier Sainte Marguerite dans la Z.I du Plan de Grasse sur le territoire de la commune de Grasse ;
- VU** le récépissé du 13 avril 2001 du préfet donnant acte à la société DEGUSSA Flavors & Fruit Systems France SAS d'une déclaration en date du 19 mars 2001 par laquelle elle fait connaître qu'elle se substitue aux droits et obligations de la société SKW BIOSYSTEMS SAS;
- VU** le courrier en date du 25 octobre 2005 par lequel la société DEGUSSA Flavors & Fruit Systems France SAS s'engage à mettre en place un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils (COV) conformément à l'article 27-7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;

- VU** le récépissé du 16 février 2007 du préfet donnant acte à la société CARGILL France SAS d'une déclaration en date du 20 novembre 2006 par laquelle elle fait connaître qu'elle se substitue aux droits et obligations de la société DEGUSSA Flavors & Fruit Systems France SAS ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 4 décembre 2007;
- VU** l'avis émis par la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 25 avril 2008;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

l'arrêté préfectoral n° 11986 du 7 décembre 2000, autorisant la société SKW BIOSYSTEMS – au bénéfice actuel de **CARGILL France SAS** - à exploiter une unité de fabrication d'arômes alimentaires située quartier Sainte Marguerite dans la Z.I du Plan de Grasse sur le territoire de la commune de Grasse est complété par les prescriptions suivantes :

"Article 1.3.4. Rejet en composés organiques volatils (COV)"

Article 1.3.4.1. Schéma de maîtrise des émissions

L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions (SME) des composés organiques volatils (COV) établi selon les recommandations du guide de rédaction du SME/COV du secteur de l'industrie aromatique.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'émission annuelle cible est fixée à 6 % de la quantité de solvants utilisée dans l'année en cours.

Article 1.3.4.2. COV spécifiques

Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances visées aux points b (dichlorométhane, ...) et c (substances à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et halogénées étiquetées R 40) de l'article 27-7 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié font l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Toutefois, les émissions de ces substances restent soumises au respect des valeurs limites prévues aux b et c de l'article 27-7 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et reprises ci-après :

	Si le flux horaire total des composés organiques dépasse la valeur indiquée ci-après, la concentration globale de l'ensemble des composés est limitée à :	
COV visés en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié	0,1 kg/h	20 mg/m ³
Substances à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61	10 g/h	2 mg/m ³
Substances halogénées étiquetées R40	0,1 kg/h	20 mg/m ³

Article 1.3.4.3. Auto surveillance des émissions par bilan

L'évaluation des émissions de COV par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètres	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'établissement, selon le guide de rédaction du schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils "Secteur de l'industrie aromatique".

L'exploitant transmet annuellement ce plan à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées **avant le 30 avril de l'année N.**

Article 1.3.4.4. Surveillance des émissions de COV

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment, aux frais de l'exploitant, la réalisation de prélèvements et d'analyses, y compris en déclenchant un contrôle inopiné.

Une copie des résultats de ces analyses est adressée à l'inspection des installations classées dès leur réception.

ARTICLE 2 :

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification à l'exploitant.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 4 : information des tiers

- Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Grasse ;
- Un extrait dudit arrêté sera affiché à la mairie de Grasse pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- Un avis sera inséré, par les soins du préfet et au frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Sous-Préfet de Grasse,
- au Maire de Grasse,
- à la société CARGILL,
- au Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- à la Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- au Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- au Directeur départemental de l'équipement,
- au Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au Directeur de la défense et de la sécurité,
- au Directeur régional de l'environnement,
- au Chef du groupe de subdivisions des Alpes-Maritimes de la DRIRE, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le

06 JUIN 2008

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DACR 2400


Benoît BROCARD